

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 10/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CASTEL FRERES

Domaine de l'Hyvernière
44330 LA CHAPELLE HEULIN

Références : N4-2022-1283-Castel-RI
Code AIOT : 0006302050

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2022 dans l'établissement CASTEL FRERES implanté Domaine de l'Hyvernière 44330 LA CHAPELLE HEULIN. L'inspection a été annoncée le 24/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CASTEL FRERES
- Domaine de l'Hyvernière 44330 LA CHAPELLE HEULIN
- Code AIOT : 0006302050
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site consiste à stocker, vinifier et embouteiller du vin. En termes de volumes, le site dispose d'une autorisation pour 1.500.000 hl/an en embouteillage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente inspection du 16/07/19
- surveillance des émissions
- prévention des risques technologiques
- état des stocks

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Surveillance des émissions	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008	/	Sans objet
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites de la précédente inspection du 16/07/19	/	/	Sans objet
2	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/06/2008	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que le site fait l'objet sur de nombreux points d'un suivi et entretien rigoureux : contrôles des équipements électriques, foudres et incendie et mises aux normes immédiates. Le registre des déchets est bien tenu.

En revanche, sur des points tels que les émissions atmosphériques, les émissions sonores ou l'état des stocks de produits dangereux, l'inspection a montré que le suivi n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Sur ces points, l'exploitant devra mettre à jour ses analyses.

L'arrêté préfectoral du site, datant de 2008, est obsolète sur un certain nombre de prescriptions . Il devra faire l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire sur la base d'une demande d'aménagement de prescriptions à solliciter par l'exploitant en application du R181-45 du code de l'environnement (en distinguant les éventuelles demandes transmises antérieurement à l'administration n'ayant pas été actées à ce stade).

2-4) Fiches de constats:

N° 1 : Suites de la précédente inspection du 16/07/19
Référence réglementaire : -
Thème(s) : -
Point de contrôle déjà contrôlé : -
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Consommations en eau : Arrêté Préfectoral de 2014 : 25 000 m3 /an sur réseau public. Consommations en 2017 (35000) et 2018 (51000) supérieures à cette valeur. Conformément à l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17/06/08, l'exploitant doit porter à la connaissance du préfet toute modification apportée au mode d'utilisation des installations et de nature à entraîner un changement notable à l'autorisation initiale.</p> <p>2. Vérifications (installations électriques, moyens de lutte contre l'incendie, protection foudre) : - L'exploitant transmettra tout justificatif attestant l'absence de danger provenant des installations électriques dans le bâtiment de production. - L'exploitant transmettra tout justificatif attestant de la levée des écarts constatés sur l'installation de sprinklage. - L'exploitant doit réaliser d'ici fin 2019, la vérification complète de ses dispositifs de protection contre la foudre. Tous les justificatifs seront transmis à l'inspection accompagnés d'un plan d'actions le cas échéant.</p> <p>3. registre déchets et attestations : L'exploitant doit compléter son registre des déchets sortants. L'exploitant doit récupérer chaque année ces attestations.</p>
<p>Constats :</p> <p>1. Consommations en eau : Lors de l'inspection en 2019, l'augmentation de la consommation d'eau sur le réseau public était la conséquence d'une panne ponctuelle de la pompe du forage. Depuis, le volume consommé d'eau du réseau public a augmenté, en raison de nouvelles productions nécessitant de l'eau potable.</p> <p>Selon l'Arrêté Préfectoral de 2014, les consommations maximales annuelles sont de 25000 m3 pour le réseau public. Lors de l'inspection, en raison des restrictions sécheresses, l'eau provenait à 100% du réseau public, sur un rythme d'environ 70000 m3/an. En début d'année 2022, les consommations étaient sur des rythmes de 30000 m3/an pour le forage et de 40000 m3/an pour le réseau public. Lors de la prise d'un Arrêté Préfectoral Complémentaire, les valeurs de l'Arrêté Préfectoral de 2014 seront à actualiser: l'exploitant adressera pour cela un porter à connaissance, explicitant et argumentant lces consommations d'eau. De plus, l'exploitant précisera si une étude de réduction des consommations en eau a été réalisée ou est prévue. Il précisera également les dispositions qu'il a d'ores et déjà prévues en cas de sécheresse pour réduire sa consommation, ainsi que les pertes économique qu'engendrerait une diminution des prélèvements autorisés.</p> <p>2. Vérifications (installations électriques, moyens de lutte contre l'incendie, protection foudre) : Pour la vérification des installations électriques, le Q18 (23/03/22) est présenté : pas d'anomalie majeure; Pour la vérification des installations de sprinklage, le Q19 (17/02/22) est présenté. Aucune anomalie. A noter que, contrairement à ce qui est fixé par l'Arrêté Préfectoral de 2014 (article 7.8.1), seul le bâtiment de stockage est sous sprinklage mais pas le "bâtiment de fabrication des bouteilles en plastiques". Il s'agit selon l'exploitant d'une coquille dans l'arrêté préfectoral de 2008 car le site ne</p>

produit pas de bouteilles en plastiques. Il produit néanmoins des plus gros contenants (5L) en plastiques, mais qui sont ensuite stockés dans le bâtiment sprinklé. De même, lors de la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire, **cette prescription de l'Arrêté Préfectoral de 2014 sera à actualiser, sur la base d'une justification de l'exploitant.**

Pour la vérification des dispositifs de protection contre la foudre, le dernier rapport (21/06/20) est consulté : aucune anomalie.

3. Registre déchets et attestations :

Le registre des déchets est consulté : l'ensemble des éléments fixés par l'Arrêté Ministériel du 29/02/12 y figure.

Type de suites proposées : sans suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des risques technologiques
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Protection du milieu</p> <p>Article 4.2.3.2. Isolement avec les milieux Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement et d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. A cet effet, la station d'épuration et les bassins d'orage des zones BV1 et BV2 (cf annexe 2) seront équipés à leur aval d'une vanne isolement avec le milieu récepteur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Systèmes d'extinction et de détection (art 7.8)</p> <p>Article 7.8.1. Système d'extinction automatique Les bâtiments de stockage (vins et matières sèches) et le bâtiment de fabrication des bouteilles plastiques sont protégées par un système d'extinction automatique de type sprinklage.</p> <p>Article 7.8.2. Surveillance et détection des zones pouvant être à l'origine de risques Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. - La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. - La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p> <p>En particulier, dans les bâtiments de stockage (vins et matières sèches) et dans le bâtiment de fabrication des bouteilles plastiques, un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire et mis en place.</p> <p>Moyens d'intervention (art 7.10)</p> <p>Article 7.10.1. Définition générale des moyens L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude des dangers. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un Plan Etablissements Répertoriés</p> <p>Article 7.10.3. Ressources en eau et mousse L'établissement dispose a minima : - d'une réserve d'eau constituée au minimum de 5000 m3 (hors réserve système d'extinction automatique d'incendie), - - d'un système d'extinction automatique d'incendie avec une réserve de 2000 m3;</p> <p>Constats : Le site dispose de 2 bassins d'orage, de volumes respectifs de 3200 m3 et 700 m3 (et non 300 comme indiqué dans l'Arrêté Préfectoral de 2014) Le bassin d'orage principal a également pour fonction la rétention des eaux d'extinction d'incendie. Une vanne manuelle permet d'orienter les eaux pluviales vers le bassin d'orage ou vers</p>

le milieu extérieur. Par défaut, la vanne les oriente vers le bassin d'orage.

L'annexe II de l'Arrêté Préfectoral de 2014 sera, le cas échéant, à mettre à jour (localisation des bassins).

Sur ce point, l'exploitant adressera, comme convenu lors de l'inspection, une confirmation du volume réel du bassin de rétention des eaux d'extinction.

Le site dispose de 270 extincteurs. Le dernier rapport, du 11/07/22, est consulté. Aucune anomalie majeure. les 276 trappes de désenfumages ont été vérifiées lors du même contrôle.

A noter que l'exploitant fait réaliser lors de ces contrôles les opérations nécessaires à la levée les observations.

La réserve d'eau pour le sprinklage est de 943 m3 et non 2000 m3 comme indiqué dans l'Arrêté Préfectoral (7.10.3). Ce point sera à intégrer à la demande précitée de modifications des prescriptions.

La réserve d'eau d'au moins 5000 m3 (étang) est à un niveau suffisant lors de l'inspection. L'aire d'aspiration de l'eau de l'étang pour les engins incendie était accessible pour des engins lors de l'inspection.

Le Plan d'Établissement Répertoire a été mis à jour en 2021. Il a été transmis à l'inspection des installations classées.

Enfin, **l'exploitant transmettra la liste des équipiers de première intervention.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance des émissions
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/06/2008
Thème(s) : Risques chroniques, eau/air/bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Rejets dans l'eau : articles 4.3.9 et 4.3.11 Respect des VLE eaux usées (DCO, DBO5, MES, NGL et Pt) et eaux pluviales (DCO, DBO5, MES, NGL, Pt et hydrocarbures) Bassins orage : BV1 3200 m3; BV2 300 m3</p> <p>2. Rejets dans l'air : 3.2.2 - 2 chaudières de 2.4 MW - hauteur 10m mini - Fioul domestique 3.2.3 Respect des VLE (poussières, SO2 et NOx)</p> <p>3. sonores : art 6.2 Respect des VLE (émergences et niveaux en limite de propriété) Une mesure à réaliser tous les 5 ans</p>
<p>Constats :</p> <p>S'agissant des rejets aqueux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les résultats d'analyses pour les eaux usées en sortie de station d'épuration sont saisis par l'exploitant dans GIDAF. L'ensemble des VLE, en flux et en concentrations, sont respectées au cours des 12 derniers mois à l'exception d'un prélèvement pour le phosphore (mesuré à 1mg/L, qui est la VLE) et de 3 dépassements sur la température, lors d'épisodes de canicules. - pour les eaux pluviales, les dernières analyses, réalisées en 2021, sont conformes. De nouvelles analyses sont en cours de réalisation. <p>S'agissant des rejets dans l'air :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation ne dispose que d'une chaudière (deux chaudières selon l'Arrêté Préfectoral de 2008), qui est alimentée au gaz (au fioul selon l'Arrêté Préfectoral de 2008), pour une puissance de 1,7 MW (2,4 selon l'Arrêté Préfectoral de 2008). Un courrier informant de cette situation avait été adressé à l'inspection des installations classées en 2019. - les derniers résultats d'analyses, en date de 2021, sont présentés. Ils semblent conformes mais les VLE utilisées par apprécier la conformité ne sont pas indiquées et aucune conclusion n'apparaît. Des résultats, en date du 6 juillet 2022, ont été transmis le 12 décembre par l'exploitant. Ces résultats ne montrent pas de non conformités sur les Nox. En revanche : - les poussières ne sont pas mesurées, alors qu'elles font l'objet d'une VLE dans l'arrêté préfectoral de 2008; - les résultats ne sont pas commentés par l'exploitant. <p>L'exploitant adressera donc à l'inspection, sous 1 mois, des résultats d'analyses portant sur l'ensemble des paramètres de son arrêté préfectoral d'autorisation ou justifiant de l'absence du composé dans son rejet. Ces résultats seront commentés.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 03/08/18 déclaration rubrique 2910, et en particulier son article 6.2.4. Valeurs limites d'émission (« installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe »).</p> <p>Selon le renvoi (2) au I de cet article, la VLE en Nox est désormais de 150 mg/Nm3 (l'Arrêté Préfectoral de 2008 indiquait 200)</p> <p>S'agissant des émissions sonores :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant indique que les dernières mesures datent de 2011. Or, en application de l'article 6.4 de l'Arrêté Préfectoral de 2008, l'exploitant doit réaliser une mesure des émergences et valeurs limites au minimum tous les 5 ans - l'exploitant a transmis le 12 décembre le diagnostic bruit de 2011 : mais ce document porte sur le

<p>contrôle du respect du code du travail, pour la protection des salariés dans les locaux de production. Il ne porte pas sur la mesure des émissions sonores au titre de la réglementation ICPE (émergences et limites de propriété).</p> <p>L'exploitant devra réaliser une mesure de ses émissions sonores, conformément à son Arrêté Préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Etat des stocks
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 4 octobre 2010
Thème(s) : Risque accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 49 Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Le site ne dispose pas de stockage de combustible. L'exploitant devra transmettre un exemple d'état des stocks à jour tenant compte des exigences de l'arrêté ministériel
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Autre constat.

Lors de l'inspection, des plastiques souillés étaient présents dans des bennes non destinées au recyclage. Il existe en France des filières de recyclage pour ce type de déchet: l'exploitant devra justifier à l'inspection des installations classées de sa recherche d'exutoire et de l'évacuation des déchets en question.